

AMENDEMENT

DATE : 12/04/2019

DATE DE RECEPTION :

AMENDEMENT N° : 1T064-002

PROPOSITION DE : 0UNM4 - QUIMPER TX CONSEIL DEPARTEMENTAL DU FINISTERE - SERV-PUB - 29 - voix: 277

REDACTION INITIALE :

64. Le progrès technologique ne rime pas forcément avec progrès social, l'innovation n'est pas en soi « sociale », les nouvelles technologies sont mises en place dans la visée du vieux concept de l'économie de marché... il nous faut intervenir syndicalement et à chaque niveau afin de peser sur les choix technologiques et leur utilisation . Cela appelle à combattre deux fables politiques: celle de la « main invisible » du marché et celle de la croyance aveugle dans l'illusion du bonheur pour demain alimentée par la cascade perpétuelle de l'innovation « profitable » sans maîtrise sociale. Comment faire face à ces politiques, ces stratégies d'aliénation, maîtriser ces bouleversements porteurs de transformations du travail et de la vie en société? Quelle conception du progrès, quelles valeurs devons-nous leur opposer? Pouvons-nous, avec d'autres, relever ce défi comme le mouvement ouvrier a su le faire à d'autres périodes du développement de l'humanité ? Assurément oui, si nous nous en donnons les moyens en contribuant à la construction revendicative d'autres perspectives de mutation, de révolution numérique, incarnant, au contraire du chaos de la concurrence de tous contre tous, un élan collectif autour d'un projet sociétal de solidarité humaine, soucieux de l'environnement et de la paix .

REDACTION PROPOSEE :

64. Le progrès technologique ne rime pas forcément avec progrès social, l'innovation n'est pas en soi « sociale », les nouvelles technologies sont mises en place dans la visée du vieux concept de l'économie de marché... il nous faut intervenir syndicalement et à chaque niveau afin de peser sur les choix technologiques et leur utilisation . Cela appelle à combattre deux fables politiques: celle de la « main invisible » du marché et celle de la croyance aveugle dans l'illusion du bonheur pour demain alimentée par la cascade perpétuelle de l'innovation « profitable » sans maîtrise sociale. Comment faire face à ces politiques, ces stratégies d'aliénation, maîtriser ces bouleversements porteurs de transformations du travail et de la vie en société? Quelle conception du progrès, quelles valeurs devons-nous leur opposer? Pouvons-nous, avec d'autres, relever ce défi comme le mouvement ouvrier a su le faire à d'autres périodes du développement de l'humanité ? Assurément oui, si nous nous en donnons les moyens en contribuant à la construction revendicative d'autres perspectives de mutation, de révolution numérique, incarnant, au contraire du chaos de la concurrence de tous contre tous, un élan collectif autour d'un projet sociétal de solidarité humaine, soucieux de l'environnement et de la paix .

Le numérique est dominé par quelques multinationales, les GAFAM, or un moyen pour les combattre est de se passer d'elles.

Des voies sont ouvertes aujourd'hui pour des alternatives sociales : ce sont les logiciels libres qui pourraient préfigurer les services publics du numérique de demain. Ces logiciels, tout le monde peut les utiliser, les étudier, les modifier et les redistribuer librement. Ils couvrent aujourd'hui la plupart des domaines de l'informatique.

La CGT doit intervenir à tous les niveaux pour :

- 1/ que les logiciels libres soient utilisés dans les entreprises et les administrations**
- 2/ que TOUS les salariés soient formés à l'utilisation et au fonctionnement des logiciels (au même titre qu'il y a une époque où les ouvriers savaient réparer leurs machines eux-mêmes)**
- 3/ que les administrations mettent des professionnels à disposition des communautés de développement des logiciels libres et participent ainsi activement à leur essor.**

COMMENTAIRE :

L'idée est de rajouter un paragraphe après le numéro 64

AVIS DE LA COMMISSION

Accepté en l'état

Motif

Modification

Refusé